



FR

Cette action est financée par l'Union européenne

**ANNEXE 2**

de la décision de la Commission relative au programme d'action annuel 2017 en faveur de la Guinée à financer sur le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement

**Document relatif à l'action pour le Programme d'appui à la consolidation de l'Etat (PACE II)**

**INFORMATIONS A L'INTENTION DES DEMANDEURS DE SUBVENTION POTENTIELS**

**PROGRAMME DE TRAVAIL RELATIF AUX SUBVENTIONS**

Le présent document constitue le programme de travail relatif aux subventions au sens de l'article 128, paragraphe 1, du règlement financier applicable au Fonds européen de développement (FED) en vertu de l'article 37 du règlement (UE) 2015/323, aux sections suivantes en ce qui concerne les subventions octroyées directement sans appel à propositions: 5.4.1. «Subventions – octroi direct au Fonds Monétaire Internationale (gestion directe)».

<b>1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS</b>	Programme d'appui à la consolidation de l'Etat (PACE II) Numéro CRIS: GN/FED/2017/039-674 Financé par le 11 <sup>e</sup> Fonds européen de développement	
<b>2. Zone bénéficiaire de l'action</b>	République de Guinée	
<b>3. Document de programmation</b>	Programme indicatif national (PIN) 11 <sup>e</sup> FED (2014-2020)	
<b>4. Secteur de concentration/domaine thématique</b>	Secteur de concentration : Consolidation de l'Etat de droit et promotion d'une administration efficace au service des citoyens et du développement. Domaines thématiques : (i) Santé, (ii) Transport routiers, (iii) Energie	Aide Publique au Développement : OUI <sup>1</sup>
<b>5. Montants concernés</b>	Coût total estimé : 60 000 000 EUR Montant total de la contribution du FED : 60 000 000 EUR, dont - 55 000 000 EUR au titre de l'appui budgétaire - 4 800 000 EUR au titre de l'appui complémentaire - 200 000 EUR au titre de l'évaluation, audit, communication, Imprévus	
<b>6. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre</b>	Appui budgétaire Gestion directe : Contrat d'appui à la consolidation de l'État (aide budgétaire) (i) Gestion directe - Convention de subvention avec le Fonds monétaire international	

<sup>1</sup> L'Aide publique au développement « doit avoir pour but essentiel de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays en développement ».

	(ii) Gestion indirecte - Convention de délégation avec France expertise International			
<b>7. a) Code(s) CAD</b>	51010 – Appui budgétaire général : 92%			
<b>b) Principal canal de distribution</b>	Expertise France -15111 et Fonds monétaire international- 15111			
<b>8. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)</b>	<b>Objectif stratégique général</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif important</b>	<b>Objectif principal</b>
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<b>X</b>
	Aide à l'environnement	<b>X</b>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre hommes et femmes (y compris le rôle des femmes dans le développement)	<input type="checkbox"/>	<b>X</b>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<b>X</b>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input type="checkbox"/>	<b>X</b>	<input type="checkbox"/>
	<b>Marqueurs de Rio</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif important</b>	<b>Objectif principal</b>
	Diversité biologique	<b>X</b>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	<b>X</b>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	<input type="checkbox"/>	<b>X</b>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	<b>X</b>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>9. Programmes phares thématiques «Biens publics mondiaux»</b>	N/A			
<b>10. Objectifs de développement durable (ODD)</b>	<p>Objectifs principaux: ODD 1(lutte contre la pauvreté), 3 (accès à la santé), et 17.13 (Stabilité macroéconomique).</p> <p>Objectifs importants: 3.1 (réduire le taux de mortalité); 5 (Egalité entre les sexes), 16.5 (Réduire nettement la corruption et la pratique des-pots-de vins sous toutes leurs formes), 16.6 (mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux).</p>			

## **RÉSUMÉ**

La Guinée jouit seulement depuis 2010 d'un véritable ancrage démocratique. Pour parvenir à sortir durablement de la fragilité et créer les conditions de sa résilience ainsi que de tout processus de développement économique et social, la Guinée devra asseoir une gouvernance de qualité.

Ce second programme d'appui budgétaire contribuera aux efforts du Gouvernement à poursuivre l'ambitieux plan des réformes, consolider ses institutions, et accroître l'espace budgétaire pour renforcer la stabilité macro-économique et assurer la mise en œuvre du plan de développement économique et social.

Ce programme se concentre sur la mise en place des dimensions essentielles du système gestion des finances publiques (GFP) en accordant une attention particulière au processus budgétaire afin d'assurer les fonctions fondamentales de l'État et la fourniture des services de base – notamment de santé - aux populations.

Il appuiera l'application progressive du nouveau cadre légal et réglementaire de gestion des finances publiques dans le but d'atteindre la discipline budgétaire globale à moyen terme. Il portera une attention particulière à la mobilisation des ressources domestiques - notamment une meilleure maîtrise des exonérations en direction des particuliers et des entreprises, la convergence des ressources vers le compte unique du trésor public, et une meilleure gestion de la trésorerie et du patrimoine de l'Etat.

A la suite du PACE I, reddition des comptes, transparence, et redevabilité budgétaire demeurent une priorité. Ainsi, l'amélioration de la qualité budgétaire et comptable, et le respect des délais légaux et réglementaires de reddition des comptes constituent des domaines prioritaires d'action de ce programme.

La gouvernance financière au niveau des ministères sectoriels – en particulier ceux en charge des travaux publics et de l'énergie – a également besoin d'être renforcée.

Un dialogue approfondi est prévu sur la planification et gestion des investissements publics, visant la prospérité économique et la réduction de la pauvreté, notamment dans les infrastructures de transport et de l'énergie (y compris l'énergie durable), ainsi que les implications pour la soutenabilité de la dette.

Un appui institutionnel complémentaire est envisagé pour renforcer les acteurs de la chaîne de la dépense, de l'administration fiscale et des institutions de contrôle.

## **1. CONTEXTE**

### **1.1 Contexte national**

La Guinée fait face à des défis très importants, aggravés par les effets socio-économiques dévastateurs engendrés par l'épidémie à fièvre hémorragique à virus ebola qui a ravagé le pays de 2014 à 2016. En 2016, avec un produit intérieur brut (PIB) par tête estimé à 519,2 USD, la Guinée était classée 11<sup>e</sup> pays le plus pauvre au monde.

La Guinée dispose cependant d'un important potentiel de développement économique largement sous exploité avec des ressources hydrographiques immenses et un riche potentiel minier (un tiers des réserves mondiales de bauxite, or, diamant, fer, manganèse, zinc, cobalt, nickel, uranium).

Lors du sommet de La Valette en novembre 2015, la Guinée – étant un des pays les plus grands pourvoyeurs de migrants vers l'Europe – a pris des engagements réciproques avec l'Union européenne en vue de gérer conjointement les flux migratoires dans tous leurs aspects, notamment en renforçant la lutte contre le trafic d'êtres humains et l'immigration illégale. En février 2017, la Guinée est devenue éligible au "Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière".

#### ***1.1.1 Évaluation de la politique publique et cadre stratégique de l'UE***

La politique publique de développement repose sur le plan national de développement économique et social (PNDES 2016-2020) adopté en conseil des ministres le 24 Février 2017 et dans l'Assemblée Nationale le 14 Juin 2017. L'ambition est de faire du PNDES le cadre stratégique fédérateur de toutes les réformes, politiques et programmes de développement, ainsi que le cadre de référence pour les interventions des partenaires techniques et financiers.

Le PNDES se fixe comme objectif global, de promouvoir une croissance forte et de qualité pour améliorer le bien-être des Guinéens, opérer la transformation structurelle de l'économie, tout en mettant le pays sur la trajectoire du développement durable. Son cadre stratégique repose sur quatre piliers :

- i. *Promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable.* Le PNDES vise à lever les facteurs de fragilité politique et sociale de la Guinée tout en promouvant la bonne gouvernance dans ses dimensions administrative, locale, économique et environnementale.
- ii. *Transformation économique durable et inclusive.* Le PNDES vise, à travers ce pilier, à (i) promouvoir une agriculture durable et productive, garantissant la sécurité alimentaire et nutritionnelle ; (ii) une industrie durable, compétitive et créatrice d'emplois productifs ; (iii) d'accroître les infrastructures économiques, et les investissements. La politique en matière d'infrastructures vise notamment à augmenter l'approvisionnement en énergie et l'amélioration de l'état des routes.
- iii. *Développement inclusif du capital humain.* Notamment (i) améliorer l'accès et l'offre des services de santé ainsi que la qualité des soins aux populations (ii) améliorer l'accès à l'éducation à tous les niveaux ; (iii) promouvoir l'emploi décent et l'inclusion sociale des

- couches vulnérables. Le PNDES accorde une priorité stratégique à l'amélioration de l'accès à l'énergie, à l'eau potable, à l'assainissement et à un cadre de vie décent en milieu urbain.
- iv. *Gestion durable du capital naturel.* Le PNDES vise à (i) préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, côtiers et marins, (ii) améliorer le système de gestion des déchets en milieu urbain ; (iii) renforcer la résilience nationale face aux catastrophes et aux changements climatiques.

Le PNDES propose une réponse cohérente aux enjeux majeurs du développement national ainsi qu'aux défis au niveau mondial. Ses objectifs généraux de réduction de la pauvreté, de croissance durable et inclusive et de gouvernance démocratique et son alignement sur les agendas internationaux, notamment le programme de développement durable à l'horizon 2030, renforcent sa pertinence.

Il est accompagné par un programme d'investissement public (PIP 2017-2019) et un cadre budgétaire à moyen terme, en tant qu'outils d'opérationnalisation. Son exécution financière sera reflétée dans les rapports d'exécution budgétaire trimestriels et annuels qui devront être transmis à l'Assemblée nationale.

La viabilité financière du PNDES fait l'objet d'intense dialogue entre les autorités nationales et les partenaires techniques et financiers (PTFs). Elle avait fait objet d'analyse lors de la mission d'appui à la formulation du PACE II par le siège et les services de la délégation en février 2017 avec les conclusions suivantes:

- les scénarios de croissance du PNDES à l'horizon 2020 sont très ambitieux, à hauteur de 5,2% à 9,4% en moyenne annuelle sur la période 2016/2020 ;
- le schéma de financement du PNDES mérite d'être réexaminé notamment dans ses composantes partenariat public privé (PPP) ;
- le schéma de pilotage et suivi de la mise en œuvre n'est pas encore arrêté ;
- le rôle et positionnement du secteur privé, de la société civile et des acteurs décentralisés nécessitent d'être mieux explicités ;
- manque de clarté sur la stratégie du Gouvernement pour concilier les contraintes récurrentes (qualité des projets, capacité d'absorption, capacité de mise en œuvre, redondances institutionnelles etc.) avec les scénarios ambitieux de croissance.

Ces conclusions font l'objet du dialogue continu avec les autorités, notamment au sein du groupe thématique de concertation "Macroéconomie, gestion des finances publiques et climat des affaires". Le Premier Ministre, les ministères chargés du plan et de la coopération internationale, de l'économie et des finances, et du budget ont marqué leur accord à poursuivre les travaux de cadrage pour confirmer la viabilité financière du plan ainsi que du programme d'investissements publics (PIP) en cours de finalisation. Le Fonds monétaire international (FMI) a été saisi par le Gouvernement pour appuyer la finalisation du cadrage macroéconomique du plan sur la base de la nouvelle série de PIB. La Banque mondiale et la Délégation de l'Union européenne participent aussi au comité technique chargé de la finalisation du cadrage et la préparation du groupe consultatif dont la tenue est prévue à Paris en Septembre 2017.

La mission technique du FMI conclue le 24 Mai 2017 a conforté l'analyse de la viabilité financière, confirmant une situation macroéconomique globalement stable, marquée par un taux de croissance supérieure aux prévisions et une réduction du déficit budgétaire.

### ***1.1.2 Analyse des parties prenantes***

Ce programme d'appui budgétaire soutient plus la Consolidation de l'Etat et la mise en œuvre de la politique de développement du gouvernement et concerne donc l'ensemble des ministères. Les principales parties prenantes au sein du gouvernement sont : la Primature, le ministère de l'Economie et des Finances, le ministère du Budget, le ministère du Plan et de la Coopération Internationale.

Les ministères et institutions républicaines suivants, responsables de l'atteinte des indicateurs, seront particulièrement concernés par cette action, notamment :

- les Directions nationales du trésor et de la comptabilité publique, du patrimoine de l'Etat et des investissements privés, des impôts, la Direction Générale des douanes (ministère du Budget), la Direction nationale des investissements publics (MPCI)
- la Banque centrale de la République de Guinée (BCRG)
- le ministère de l'Administration du territoire et de la décentralisation (MATD)

- le ministère des Travaux publics, ministère de tutelle du Fonds d'entretien routier (FER)
- le ministère de l'Energie et de l'hydraulique
- l'Autorité de régulation des marchés publics (ARMP)
- la Cour des comptes, l'Inspection générale de l'Etat, l'Inspection Générale des finances
- l'Agence nationale de lutte contre la corruption (ANLCC)
- l'Assemblée Nationale
- les organisations de la société civile seront impliquées dans le cadre du suivi des politiques publiques et d'avancement de la mise en place de réformes
- les partenaires techniques et financiers, notamment ceux qui interviennent en Guinée avec des appuis budgétaires (Banque mondiale (BM), Banque Africaine de développement (BAD) et l'Agence Française du Développement (AFD)) et le Fond monétaire international.

Les ministères économiques, la BCRG, les institutions de contrôle et le ministère de la Santé étaient déjà concernés par le premier programme d'appui budgétaire mis en œuvre en 2015-2016. Ainsi la présente action poursuit et renforce la dynamique positive de dialogue et d'appui aux réformes conduites par ces institutions et étend l'appui aux réformes en matière de régulation de marchés publics, énergie, entretien routier, ainsi que lutte contre la corruption et le renforcement de l'état de droit.

L'ensemble des parties prenantes a été associé à la formulation de cette action et leurs faiblesses ont fait objet d'analyse.

En général, toute institution guinéenne est confrontée par des capacités humaines, financières et techniques très faibles. Cela est d'autant plus le cas pour les corps de contrôle (inspection générale de l'Etat-IGE, inspection générale des finances-IGF), ainsi que la Cour des comptes et l'agence nationale de lutte contre la corruption-ANLCC de récente création et pas encore pleinement opérationnelles.

En matière de capacité de pilotage et mise en œuvre de la politique publique, l'état des lieux effectué pour la gestion du développement attire l'attention sur le besoin de renforcement des capacités pour les fonctions clé de la chaîne "Planification-programmation-budgétisation-suivi&évaluation" des politiques publiques ainsi que sur les fonctions qui lui sont sous-jacentes, notamment en matière de collecte et analyse des statistiques et coordination de l'aide, ainsi que sur l'urgence de mise à niveau en matière de prévisions macroéconomiques.

Le renforcement des capacités et fonctions statistiques fait l'objet d'un programme en cours, financé à hauteur de 5 000 000 EUR dans le cadre du précédent programme d'appui budgétaire. La mise en œuvre du programme national de réformes des finances publiques, et en particulier la réforme de l'administration fiscale, le renforcement des services des douanes, de la Cour des comptes et des corps de contrôle, et de la fonction comptable et de trésorerie font l'objet du Programme d'appui à la réforme des finances publiques (PARFIP) financé à hauteur de 10 000 000 EUR au titre du 10<sup>e</sup> FED.

Les ministères sectoriels ciblés par ce programme et l'ANLCC bénéficient ou bénéficieront d'appui dans le cadre d'autres programmes financés au titre du 10<sup>e</sup> ou 11<sup>e</sup> FED (programme d'appui à la réforme du secteur de la justice-PARJU, programme d'appui à la santé-PASA, programme d'appui sectoriel à la décentralisation et déconcentration-PASDD, appui au secteur du transport-TRANSIT) ainsi que d'autres bailleurs.

Ainsi la composante d'appui complémentaire proposée dans le cadre de ce programme priorise davantage le renforcement institutionnel des acteurs de la chaîne de la dépense, de l'administration fiscale et des institutions de contrôles en continuité avec l'appui fourni dans le cadre du PARFIP.

### ***1.1.3 Domaines d'appui prioritaires/analyse des problèmes***

Le pays est à un tournant, passant timidement d'une situation de crise à une consolidation politique et économique. La stabilité macroéconomique, une vision plus stratégique et des ressources naturelles importantes portent un fort potentiel de développement. Toutefois, le contexte demeure fragile et les progrès réalisés au cours des deux dernières années risquent de s'effriter rapidement.

L'analyse structurelle du PNDES indique que le « système Guinée » est prédéterminé essentiellement par les variables liées à la gouvernance telles que le rôle de l'État, la corruption, la stabilité politique intérieure, l'administration publique, la gouvernance économique et la justice.

Ainsi deux domaines prioritaires ont été choisis en tenant compte des orientations stratégiques du PNDES, des axes d'action du PACE I, ainsi que des priorités du PIN 11<sup>e</sup> FED. Ils s'articulent autour des thèmes clefs du Programme international de développement durable à l'horizon 2030 et la proposition concernant un nouveau Consensus Européen pour le Développement.

#### **A) Prospérité (ou volet économique)**

Il est prioritaire de poursuivre le soutien à la consolidation de la stabilité macroéconomique et à la poursuite des réformes structurelles enclenchées dans le cadre du PACE I, ainsi que dans le cadre du programme avec le FMI, que devrait être renouvelé au cours de l'année 2017.

La stabilité du cadre macroéconomique est un prérequis fondamental à une croissance forte, inclusive et durable mais, également, une condition nécessaire pour attirer les investisseurs et assurer la rentabilité des affaires. Au titre des actions prioritaires devant concourir à cet effet, il y a la mise en œuvre d'un programme économique et financier soutenu par un programme du FMI, et du Programme national de réformes des finances publiques (PREFIP), dont le plan d'action et travail pour la période 2017-2019 vient d'être approuvé en Mai 2017. La mise en œuvre du PREFIP devrait permettre de reformer les fondements de la gestion des finances publiques, et notamment d'améliorer la mobilisation des recettes et la soutenabilité de la dette publique.

**(I) En matière de gouvernance financière :** ce programme appuiera l'application progressive du nouveau cadre légal et réglementaire de gestion des finances publiques<sup>2</sup> dans le but d'atteindre la discipline budgétaire globale à moyen terme.

Un dialogue approfondi est prévu sur la planification et gestion des investissements publics, visant la prospérité économique et la réduction de la pauvreté, notamment dans les infrastructures de transport et de l'énergie (y compris l'énergie durable), ainsi que les implications pour la soutenabilité de la dette.

L'amélioration de la **mobilisation des ressources internes** constitue un enjeu prioritaire et doit être accompagnée d'un dialogue sur les mesures liées à **l'amélioration des procédures de passation de marchés publics**. Trois domaines d'action prioritaires ont été identifiés :

(i) Une meilleure maîtrise des exonérations fiscales et douanières en direction des particuliers et des entreprises, constitue une priorité, en vue de limiter une perte significative de ressources fiscales. Le PACE II poursuivra l'appui à la refonte et au renforcement de l'Administration fiscale, afin d'intensifier les actions pour élargir l'assiette fiscale, maîtriser la fraude, limiter les exonérations, et faciliter les procédures de paiement des impôts ;

(ii) Au niveau du trésor public, il s'agit de matérialiser la volonté de l'Etat en mettant en application les textes qui consacrent le principe de l'unité de la trésorerie de l'Etat. Actuellement, la situation de trésorerie ne reflète que l'état des comptes gérés par le Trésor, et cette situation n'est pas produite de manière systématique ; les capacités de financement du trésor sont dès lors biaisées. Le PACE II poursuivra le dialogue avec les autorités en vue de soutenir la convergence des ressources vers le compte unique du Trésor public, et le renforcement de la capacité de financement du Trésor ;

(iii) Un troisième levier de mobilisation des recettes est constitué par la sauvegarde et la sécurisation des biens de l'Etat dans le cadre d'une normalisation de la gestion du patrimoine actif et passif de l'Etat. Un nombre important des biens immobiliers de l'Etat et presque toutes les participations financières ne sont pas retracés dans la comptabilité du trésor. Le recensement, l'évaluation et l'enregistrement de tous les biens et de tous les avoirs de l'Etat doit dès lors être réalisé.

A la suite du PACE I, **reddition des comptes, transparence, et redevabilité budgétaire** demeurent une priorité. Le compte général administratif et financier de l'Etat qui accompagne la Loi de Règlement continue d'accuser des imperfections et anomalies liées aux pratiques qui ne tiennent pas compte des procédures budgétaires et comptables préconisées par le nouveau cadre de gestion des finances publiques. Ainsi, l'amélioration de la qualité budgétaire et comptables et le respect des délais légaux et

---

<sup>2</sup> La Loi organique relative aux lois de finances (LORF) promulguée en 2012, le Règlement général sur la gestion budgétaire et la comptabilité publique (RGGBCP), adopté en 2013, la Loi sur le compte unique du trésor promulguée en 2015 et la Convention entre la Banque Centrale et le Trésor signée en 2015

réglementaires de reddition des comptes constituent des domaines prioritaires d'action de ce programme.

La gouvernance financière au niveau des ministères sectoriels – en particulier ceux en charge des travaux publics et de l'énergie - a également besoin d'être renforcée :

**(II) En matière d'infrastructures routières :** l'entretien du réseau routier demeure un problème majeur du secteur qui entrave le développement économique. Le fonds d'entretien routier (FER) a vu ses ressources augmenter ces dernières années mais celles-ci sont encore largement insuffisantes par rapport aux besoins. Les ressources actuelles proviennent uniquement de la redevance sur les produits pétroliers ; statutairement, les ressources devraient provenir d'autres sources, notamment des péages, des pénalités liées à la surcharge à l'essieu, des subventions du budget national, dons et legs.

**(III) En matière d'énergie :** le sous-secteur de l'électricité est au centre de la politique nationale et des investissements sont recherchés auprès des bailleurs de fonds et du secteur privé. Or, la Guinée ne dispose pas d'une Autorité de Régulation du sous-secteur de l'électricité avec autonomie et indépendance selon les directives de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'ouest - CEDEAO, pourtant nécessaire pour construire un climat de confiance avec le secteur privé. Cette instance serait un élément déclencheur percutant pour le développement des infrastructures de production et de transport, ainsi que pour un accroissement significatif du taux d'accès à l'électricité, notamment pour les villes secondaires (préfectures et sous-préfectures) et l'extension des services en zone rurale.

#### ***B) Population (ou volet social)***

La population doit pouvoir bénéficier directement du développement économique et de la consolidation de l'Etat, notamment par le respect de l'état de droit et les capacités accrues du secteur public à fournir des services de base sur l'ensemble du territoire. Ainsi une attention particulière sera portée à (i) la réforme et modernisation de l'état civil et au (ii) renforcement du système de santé publique.

**(I) En matière de consolidation de l'état de droit et meilleure gestion des migrations :** les données relatives à l'Etat civil en Guinée continuent de poser problème. Selon l'enquête démographique et de santé réalisée en 2012, 58% d'enfants de moins de 5 ans ont été enregistrés à l'état civil, dont 42% seulement possède un acte de naissance ; moins de 10% de décès sont enregistrés pour l'ensemble du pays, et aucune donnée n'est disponible pour les mariages. Un système d'état civil fiable et bien organisé est le socle de l'exercice par les citoyens de leurs droits fondamentaux et un prérequis pour que les citoyens puissent jouir pleinement de leurs droits civils, politiques, économiques et sociaux.

La réforme et la modernisation de l'état civil est devenue une des priorités des autorités guinéennes car elle constitue un facteur de développement. Mais elle est aussi un enjeu prioritaire dans la maîtrise des flux migratoires et un objectif prioritaire du programme d'action du fonds fiduciaire de lutte contre la migration irrégulière' lancé au Sommet de La Valette en 2014. Cette action soutiendra le gouvernement dans le processus de réforme et de modernisation de l'état civil.

**(II) En matière d'appui à la réforme du secteur de la santé :** le système de la santé en Guinée est extrêmement faible du fait – entre autres - de son sous-financement chronique et de ses ressources humaines très limitées, peu qualifiées et concentrées dans la région urbaine de Conakry. L'épidémie à virus Ebola qui en 2014 - 2016 a causé 2.544 pertes en vies humaines, dont nombreux agents de santé, a détérioré encore plus les formations sanitaires, la provision de soins et la confiance du public.

L'audit institutionnel, organisationnel et fonctionnel du ministère de la santé publié en Décembre 2016 avec l'appui de l'UE et de l'United States Agency for International Development (USAID), a mis en exergue la faible dotation budgétaire du secteur et des sérieuses déficiences dans l'ensemble des fonctions du ministère de tutelle, notamment concernant l'exécution budgétaire et la gestion des ressources humaines.

Cependant, grâce au dialogue soutenu dans le cadre du premier programme d'appui à la consolidation de l'état, des progrès significatifs ont été enregistrés dans ce domaine. Le Gouvernement a augmenté significativement le budget national alloué à la santé (de 2.5 % en 2013 à 8,13% en 2017) ainsi que le taux d'exécution budgétaire (de 31% en loi de finances rectificative en 2014 à 90,4% en loi de finances

2016 - base engagement). Trois mille agents de santé recrutés au cours de l'année 2016 viennent d'être affectés et sont en instance d'envoi à l'intérieur du pays.

Le défi consiste désormais au maintien de cet effort d'augmentation de ressources et meilleure gestion financière et à la rétention des agents affectés aux niveaux des services déconcentrés. Le PACE II poursuivra le dialogue, le suivi et le soutien à ces volets fondamentaux de la relance du secteur pour assurer une meilleure fourniture des services de santé de base aux populations.

## **1.2 Autres domaines d'évaluation**

### ***1.2.1 Valeurs fondamentales***

Depuis son indépendance en 1958 et jusqu'en 2010, la Guinée n'a connu que des régimes militaires ou autocratiques. L'évolution vers un régime démocratique a donc été un processus long et difficile et l'histoire de la Guinée a été marquée par des épisodes violents.

La Guinée jouit seulement depuis 2010 d'un véritable ancrage démocratique, mais depuis le gouvernement a entrepris des réformes importantes dans le domaine de la gouvernance, notamment du secteur de la sécurité et de la justice.

Une politique nationale de défense et de sécurité a été adoptée en décembre 2013, déclinée en politiques sectorielles (forces armées, police et protection civile, douane, gardes forestiers, justice) et accompagnée depuis Septembre 2014 d'une Stratégie nationale d'actions prioritaires.

Une Politique nationale de réforme de la justice a été adoptée en 2014 qui vise à renforcer la gouvernance judiciaire et l'Etat de droit. Un plan d'actions prioritaires (2015-2019) a été adopté en février 2015 pour sa mise en œuvre.

En octobre 2016 un accord politique inter-guinéen a contribué à l'apaisement de l'espace politique et sociale, offrant une solution pragmatique pour compléter le cycle électoral. Il adresse des questions judiciaires sensibles relatives aux violences commises pendant les manifestations organisées par l'opposition lors des élections législatives de 2013, y compris la libération des personnes arrêtées et emprisonnées et l'indemnisation des victimes des violences relatives aux élections législatives de 2013. L'accord prévoit la création de Fonds d'indemnisation des victimes des manifestations politiques de 2013.

Concernant le "processus du 28 septembre", malgré l'engagement public du gouvernement et les avancées de la procédure judiciaire, le procès pour le jugement des responsables du massacre n'a pas encore été tenu. La Délégation poursuit son engagement dans le dialogue politique ainsi qu'avec un appui institutionnel au ministère de la Justice et aux victimes des violences à travers son partenaire la Fédération internationale de droits de l'homme.

### ***1.2.2 Politique macroéconomique***

En Novembre 2016, pour la première fois, la Guinée a conclu positivement un programme exécuté avec le concours du Fonds monétaire international. Il s'agissait de la 8<sup>e</sup> revue du Programme économique soutenu par la Facilité élargie de crédit (FEC) pour les années 2012-2016.

En avril 2017, les autorités guinéennes ont formalisé leur volonté de négocier un nouvel accord avec le FMI. Pendant la formulation du PACE II, l'UE a insisté auprès des autorités sur l'importance d'assurer une telle démarche. En effet, le rôle de surveillance que mène le FMI dans le cadre d'un programme est considéré fondamental. Les négociations avec le FMI sont prévues en Juillet 2017 et un nouveau programme pourrait être approuvé en Septembre ou Octobre 2017. Le volet majeur des négociations concernerait le niveau d'endettement soutenable, compte tenu de l'ampleur des besoins d'investissement en matière d'infrastructures revendiquée par le pays.

Une mission technique préparatoire du FMI s'est rendue à Conakry en mai 2017 pour évaluer le cadre et les politiques macroéconomiques. Les conclusions de l'analyse sont globalement positives.

Après le ralentissement enregistré en raison de l'épidémie de fièvre à virus Ebola, l'économie du pays se redresse. Le taux de croissance réelle du PIB en 2016 est estimé à 6.6%, contre 0.1% en 2015, grâce notamment à un accroissement de la production minière, agricole et d'électricité. En 2017, la croissance devrait continuer à être robuste à 6,7 pourcent, grâce à la poursuite de la bonne performance du secteur



minier, une accélération des activités de construction dans l'hôtellerie et l'énergie, ainsi qu'à l'augmentation de la production vivrière.

L'inflation moyenne est restée modérée à 8,2 % en 2016, reflétant une augmentation mesurée des prix des produits alimentaires, une stabilité du taux de change et une politique monétaire prudente. Les efforts de consolidation budgétaire ont permis de réduire le déficit budgétaire de base en 2016 à 0.7 % du PIB sous l'effet conjugué d'une augmentation des revenus et d'une réduction des dépenses. Les importations ont fortement augmenté, suite aux nouveaux projets d'investissements dans le secteur minier et ont été financées par un large afflux d'investissements directs étrangers. Les exportations se sont accrues, tirées par les produits agricoles, la bauxite et l'or.

Cependant, la mission du FMI - ainsi que la mission d'appui à la formulation du présent programme en Février 2017 par les services de la Commission européenne - a attiré l'attention des autorités sur le fait que si les principaux indicateurs macroéconomiques et fiscaux sont à présent positifs, les grands projets d'investissement prévus comportent des risques substantiels de déséquilibre fiscal et macroéconomique. Le montage financier des projets tels que celui du barrage de Souapiti ou l'extension du port de Conakry peut compromettre la soutenabilité de la dette et rendre l'équilibre budgétaire difficile à assurer avec un impact négatif sur les dépenses sociales. Pour réaliser le potentiel de croissance de l'économie guinéenne il est dès lors important d'augmenter les investissements en infrastructure, tout en préservant la stabilité macroéconomique et la viabilité de la dette.

Le FMI a également souligné que les secteurs minier et agricole, porteurs de la croissance, restent vulnérables aux chocs externes, ainsi qu'aux conditions météorologiques. Ainsi, il est important d'assurer une croissance saine du crédit bancaire au secteur privé et de promouvoir une croissance économique diversifiée, plus forte et qui bénéficie à toute la population.

### ***1.2.3 Gestion des finances publiques (GFP)***

La Guinée dispose d'un ambitieux plan de réformes et de modernisation des finances publiques (PREFIP) approuvé par le Conseil des ministres en mai 2014. Un plan d'action et travail (PAT) triennale et glissant, l'accompagne en tant qu'outil de mise en œuvre. La conception du PREFIP et du premier PAT 2014-2016 s'est appuyée sur l'évaluation PEFA (cadre d'évaluation de la gestion des finances publiques) complète du système de gestion des finances publiques de la Guinée conduite avec l'appui du FMI en juin 2013.

Un nouveau plan d'action et travail (PAT 2017-2019) devrait être validé en Conseil des ministres au plus tard en Juin 2017. Il confirme la volonté des autorités de poursuivre les réformes structurelles en matière de finances publiques et d'atteindre la discipline budgétaire globale à moyen terme.

Issue d'un processus transparent et très consultatif, le nouveau plan retrace de manière systématique et très pertinente l'ensemble des réformes induites par l'adoption des nouveaux textes législatifs de référence. Il identifie prévisibilité, crédibilité et transparence budgétaire, qualité comptable, contrôle et redevabilité du budget comme domaines prioritaires d'action. Ses objectifs à moyen termes – en cohérence avec ceux identifiés par ce programme - sont considérés pertinents et son séquençage réaliste.

Cependant, l'appropriation de la stratégie de réformes reste encore un défi, notamment par les ministères sectoriels ciblés par ce programme. Ainsi la mise en place d'un cadre de suivi et la poursuite du dialogue sera un élément clé du succès de la stratégie nationale de réforme ainsi que de l'appui budgétaire.

Un nouvel exercice d'évaluation PEFA est prévu en 2018. Ses conclusions permettront de confirmer ou modifier le plan d'action et travail du PREFIP.

### ***1.2.4 Transparence et contrôle du budget***

La Guinée est caractérisée par des faiblesses majeures en termes de transparence et de contrôle du budget. Les informations contenues dans la documentation budgétaire ne sont pas exhaustives et de faible qualité par rapport aux standards internationaux.

Cependant la tendance est positive et les autorités ont affiché une volonté forte à satisfaire ce critère d'éligibilité conformément au nouveau cadre légal et réglementaire<sup>3</sup>. Pour la première fois en 2016 le budget a été élaboré dans un cadre budgétaire à moyen terme (CBMT/CDMT). En 2017, le Gouvernement a élaboré et publié, pour la première fois, les rapports trimestriels d'exécution budgétaire ainsi que le premier guide du citoyen mettant à disposition du grand public les données budgétaires pour la loi de Finances 2017.

Pour ce qui est du contrôle du budget, les institutions de contrôle internes et externe se mettent progressivement en place et l'opérationnalisation de la nouvelle Cour des Comptes, établie en 2015, se poursuit avec l'appui de l'Union européenne. Après avoir dédié la première année de vie aux recrutements du personnel et à la préparation des textes internes de fonctionnement, il est nécessaire que la Cour commence à exercer les pouvoirs qui lui sont attribués dans la Loi.

Les mesures prévues dans le cadre de l'appui complémentaire viseront spécifiquement à soutenir la normalisation du cadre budgétaire, l'adoption d'une procédure d'élaboration du Budget ordonnée et participative, la production des rapports financiers et le contrôle par la Cour des Comptes.

Risques	Niveau de risque (E/M/F)	Mesures d'atténuation
<p><u>Risques politiques/Institutionnels</u></p> <p>Respect de l'Accord Politique du 12 octobre 2016, et de l'impartialité et de la neutralité de l'Administration publique pour assurer la tenue des élections</p>	E	La stabilité politique dépendra de mesures prises pour engager tous les acteurs de façon participative dans la préparation des élections futures à travers le suivi de l'accord politique du 12 octobre. Une communication claire et régulière de la part du Président et du Chef de l'opposition affirmant leur engagement pour l'apaisement est nécessaire.
<p><u>Risques macroéconomiques/ Suivi endettement</u></p> <p>Surendettement dans la perspective des investissements d'infrastructures planifiés</p> <p>Recours prévu aux partenariats publics-Privés dans un contexte de faible capacité de mise en œuvre</p>	E	<p>Conclusion d'un nouvel accord à convenir avec le FMI.</p> <p>Politique d'endettement prudente et réaliste</p> <p>Le cadre légal des PPPs est en cours de définition.</p> <p>La loi sur les PP a été adoptée par l'Assemblée Nationale en juin 2017.</p>

[10]



cette nouvelle modalité, qui a permis de déclencher une dynamique positive et contribuer à des avancées importantes dans la mise en œuvre des réformes, notamment en matière de contrôle et redevabilité budgétaire, réforme fiscale et relèvement du secteur de la santé, ainsi que le renforcement des capacités institutionnelles du ministère de l'Economie et des Finances et celui du Budget.

Les enseignements tirés de la première opération d'appui budgétaire portent sur la nécessité i) d'une réelle appropriation par les parties prenantes du processus des opérations d'appui budgétaire pour en maîtriser les implications en termes de mise en œuvre des réformes convenues ; ii) de renforcer le dialogue avec toutes les parties prenantes ainsi que la coordination et les complémentarités avec les PTFs engagés en matière de gouvernance économique et financière ; iii) de disposer d'une qualité des données suffisamment pertinente permettant de renseigner les indicateurs à considérer.

Ces enseignements se traduisent par : i) un dialogue renforcé et continu avec toutes les parties prenantes sur les objectifs à moyen terme et les réformes priorisées par le programme ; ii) une implication majeure de la Délégation au niveau des différents groupes thématiques de coordination appelés à assurer le suivi du PNDES et des réformes, au niveau macroéconomique et sectoriel ; iii) un soutien au renforcement des capacités statistiques nationales.

Le dialogue sur l'éligibilité des politiques publiques dans le cadre du premier PACE a permis d'apporter des mesures correctives pour la préparation du PNDES et de poursuivre les analyses en cours concernant son cadrage budgétaire. Le dialogue établi au niveau macroéconomique a également permis de maintenir la veille sur la nécessité pour le gouvernement de disposer d'un cadre approprié de suivi macroéconomique en vue d'éviter de compromettre les efforts de stabilisation en cours.

La formulation de ce programme reflète les conclusions d'une rencontre entre les services de la Commission européenne et les économistes des Délégations en Afrique de l'Ouest et Centrale tenue en mars 2017. Notamment l'importance de :

- i) renforcer le dialogue politique et l'appui institutionnel pour la mobilisation de recettes nationales – telle que rappelée par la Cour des comptes européenne dans son rapport de février 2017
- ii) appréhender le principe des 'actions conjointes' qui demande d'associer davantage les Etats Membres ;
- iii) se positionner stratégiquement en leader dans le dialogue des politiques avec les autorités nationales
- iv) renforcer les synergies entre l'appui budgétaire et d'autres instruments, en particulier le blending
- v) intégrer les aspects relatifs au genre et l'approche basées sur les droits

A ce titre la Délégation a ; i) inscrit la mobilisation des recettes comme objectif principal tant de l'appui budgétaire que complémentaire ; ii) renforcé la coordination avec les Etats Membres et impliqué l'agence française Expertise France dans la mise en œuvre du programme ; iii) assumé le pilotage du groupe de coordination des PTF et le dialogue avec les autorités en matière de suivi macroéconomique et GFP ; iv) introduit des indicateurs de performance en relation avec le domaine de l'énergie (fortement soutenu en Guinée par des blending financés au titre du PIR et de l'Initiative pour les Energie Renouvelables AREI) et les priorités convenues dans le cadre du Fonds fiduciaire d'urgence pour la lutte contre la migration irrégulière ; v) introduit deux indicateurs à forte connotation genre (augmentation du taux des accouchements assistés) et 'droit' (réforme de l'état civil).

### **3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs**

Une robuste synergie et complémentarité a été recherchée dans la conception de ce programme d'appui budgétaire et des mesures d'accompagnement proposées avec les programmes d'aide budgétaire et d'appui à la gestion des finances publiques des autres partenaires au développement, notamment la Banque mondiale (BM), de la Banque Africaine de développement (BAD), de l'Agence française du développement (AFD) et du Fonds monétaire international et de AFRITAC.

En juin 2016, la BM a signé un premier appui budgétaire portant sur 40 000 000 USD sur la période Juin 2016-Juin 2017. Un second programme à hauteur de 40 000 000 USD est en cours de formulation et devrait être approuvé courant le 4ème trimestre 2017. Les objectifs et conditionnalités au décaissement devraient porter sur (i) gouvernance et transparence dans la gestion des ressources naturelles (ii) renforcement du secteur de l'énergie, de la santé et de l'agriculture (iii) réformes en

matière de gestion des finances publiques à niveau des politiques sectorielles ciblées. Le dialogue et suivi de la Banque porte aussi une attention particulière à la passation des marchés publics.

La BAD a signé un programme d'appui budgétaire non ciblé avec la Guinée au mois de juin 2016. Ce programme s'est traduit par un premier décaissement de 15 000 000 USD en 2016 et environ 15 000 000 USD seraient disponibles en 2017. Leur suivi porte une attention particulière aux domaines de l'énergie et des infrastructures routières pour garantir la durabilité des investissements.

En 2016 un nouveau programme C2D (contrat de désendettement et de développement) a été approuvé par l'AFD pour un montant de 96 000 000 EUR y compris 15 000 000 EUR en appui budgétaire qui a été décaissé en novembre 2016. Un nouveau programme d'appui à la gouvernance financière est en cours d'instruction et une complémentarité avec le présent programme est recherchée dans l'identification des appuis institutionnels.

L'appui complémentaire proposé par ce programme prend dument considération l'accompagnement envisagé dans le cadre d'un nouveau programme du FMI, ainsi que les appuis fournis par AFRITAC et dans le cadre du topical fund, notamment en matière de renforcement de l'administration fiscale.

Une robuste continuité et complémentarité est aussi assuré avec le soutien fourni par l'Union européenne dans le cadre du programme d'appui aux réformes des finances publiques (PARFIP) financé au titre du 10<sup>e</sup> FED (notamment en matière d'exécution budgétaire, comptabilité et gestion de la trésorerie et d'appui à l'administration fiscale et aux institutions de contrôle). Il convient aussi de souligner la complémentarité avec d'autres actions financées par l'UE, notamment le programme d'appui au renforcement des capacités statistiques et à la réforme de la justice ainsi que l'instrument d'appui aux acteurs non étatiques et autorités locales (ANE-AL). Ceux-là permettent de contribuer, respectivement, à i) l'amélioration de la qualité des données permettant de mesurer les indicateurs de performance et la mise en œuvre du PNDES, ii) le renforcement de l'Agence nationale de lutte contre la Corruption et iii) des actions par la société civile en matière de redevabilité financière.

### **3.3 Questions transversales**

L'égalité entre les sexes et l'approche basée sur les droits sont au cœur des valeurs de l'UE et sont intégrées dans les programmes de coopération que l'UE met en place en Guinée, sous financement du 10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> FED. Dans le cadre du présent programme il est envisagé de renforcer davantage l'appui au respect des droits civils et économiques et le soutien à l'accès aux services de santé reproductive et maternelle<sup>4</sup> par la définition d'indicateurs de performance pour le décaissement des tranches variables reliées à la modernisation de l'état civil et l'approvisionnement de services de santé maternelle.

Actuellement moins de 10% de décès sont enregistrés pour l'ensemble du pays, et aucune donnée n'est disponible pour les mariages. Ce vide juridique se traduit par une discrimination récurrente des droits civils et économiques des femmes, notamment en cas de divorce et décès de l'époux. L'établissement d'un état civil moderne et fiable - pierre angulaire pour la reconnaissance des droits civils pour l'ensemble de la population – permettra d'importantes avancées dans la promotion des droits économiques et sociaux des filles et des femmes guinéennes.

La Guinée est le pays avec le plus élevé taux de prévalence des mutilations génitales féminines (MGF) au monde (96% - UNICEF 2007). Bien qu'en diminution, le taux de mortalité maternelle est aussi très élevé (724/100.000, Politique nationale de santé 2014) du fait des faiblesses du système de santé et des besoins en planification familiale non satisfaits. Il est ainsi proposé de renforcer davantage le soutien à l'accès aux services de santé maternelle, sexuelle et reproductive. Ces objectifs seront poursuivis par la

---

<sup>4</sup> L'UE reste engagée dans la promotion, la protection et l'épanouissement de tous les droits de l'homme et dans la mise en œuvre pleine et effective du programme d'actions de Pékin et du programme d'actions de la conférence internationale sur la population et le développement (ICPD) et des résultats de leurs conférences de suivi. L'UE reste également engagée dans la santé et les droits reproductifs et sexuels (SRHR). Toutes les références à la santé et aux droits reproductifs et sexuels doivent être lues dans le contexte du nouveau consensus européen pour le développement (para 34).

définition d'indicateurs de performance en lien avec l'approvisionnement de services de santé maternelle, et un appui complémentaire financé dans le cadre du Programme d'appui à la santé.

Ainsi ce programme contribue aux objectifs n. I - meilleur accès aux services de santé reproductive et maternelle et n. II – émancipation économique et sociale des femmes, du plan d'action européen sur l'égalité des sexes 2016-2020.

#### **4. DESCRIPTION DE L'ACTION**

##### **4.1 Objectifs/résultats**

Ce programme s'inscrit dans le Programme des Nations unies de développement durable à l'horizon 2030. Il contribue principalement à atteindre progressivement les objectifs des ODD 1 (lutte contre la pauvreté), 3 (accès à la santé), 3.1 (réduire le taux de mortalité maternelle), et 17.13 (Stabilité macroéconomique). Il favorise aussi les progrès vers l'obtention des objectifs 5 (Egalité entre les sexes), 16.5 (Réduire nettement la corruption et la pratique des pots-de vins sous toutes leurs formes), 16.6 (mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux).

##### **Objectif général**

L'objectif général de ce contrat relatif à la consolidation de l'appareil de l'Etat est de soutenir les efforts du gouvernement dans la mise en œuvre du Plan national de développement économique et social (PNDES), en vue d'éradiquer la pauvreté, promouvoir une croissance durable et inclusive, consolider et améliorer la gouvernance.

##### **Objectifs spécifiques**

- i. Soutenir la consolidation de l'Etat et la stabilisation de ses institutions, et accroître les capacités financières du gouvernement pour assurer la mise en œuvre du Plan national de développement économique et social (PNDES) 2016-2020.
- ii. Améliorer la gouvernance financière et notamment la gestion des finances publiques, la mobilisation des recettes, le contrôle et la transparence budgétaire en vue de garantir la gestion et la durabilité des investissements publics.

##### **Résultats attendus**

- i. La stabilité macroéconomique est renforcée et la gestion des finances publiques est améliorée, en particulier dans les départements ciblés dans le cadre de cette intervention d'appui budgétaire
- ii. Les services de l'Administration fiscale sont renforcés ainsi que tous les départements et entités concernés par la mobilisation des recettes au bénéfice du trésor public ;
- iii. La transparence et le contrôle budgétaire sont accrus, et la redevabilité externe renforcée au niveau de la Cour des comptes et de l'Assemblée nationale ;
- iv. Le système de gestion des finances publiques est amélioré et conforme au nouveau cadre légal et réglementaire ;
- v. La mobilisation de recettes est améliorée, notamment la maîtrise des exonérations d'impôts ;
- vi. La transparence et la gestion financière dans les différents départements ministériels du pays et entités subventionnées sont renforcées, notamment dans les secteurs ciblés de santé, énergie et travaux publics ;
- vii. les interventions au niveau de gestion du réseau routier rationalisées ;
- viii. Les dépenses dans le secteur de la santé sont accrus de façon optimale, tant au niveau de l'allocation que de l'exécution budgétaire ;
- ix. Un système de suivi des ressources humaines est effectif, permettant au ministère de la Santé de remplir ses missions au niveau déconcentré ;
- x. Une stratégie nationale relative à la réforme et la modernisation de l'état civil avec son plan d'action budgétisé est adoptée, et le budget nécessaire pour assurer sa mise en œuvre est prévu en loi de finances.

## **4.2 Principales activités**

### **4.2.1 Appui budgétaire**

Les activités principales comprendront :

- le transfert de 55 000 000 EUR maximum sur la période couvrant les exercices budgétaires 2017 à 2019 ;
- des efforts continus pour renforcer les capacités du gouvernement en matière de gestion des finances publiques (GFP) ;
- un dialogue continu avec le gouvernement sur les politiques mises en œuvre en particulier dans les domaines concernés par cette intervention ;
- la surveillance régulière du respect des critères d'éligibilité à l'appui budgétaire à travers le suivi :
  - de la mise en œuvre du Plan national de développement économique et social (PNDES) et l'analyse de la pertinence et viabilité financière du Plan d'investissement publiques, à travers les revues annuelles initiées par le gouvernement ;
  - du développement des principaux agrégats macro-économiques, dans le cadre d'un nouveau programme de surveillance de la stabilité macroéconomique avec le FMI notamment lors de ses missions de revue ;
  - des performances dans le domaine de la gestion des finances publiques sur base de la mise en œuvre des réformes et mesures phares du plan annuel d'action et travail du Programme national de réforme de gestion des finances publiques (PREFIP) ;
  - de la transparence budgétaire à travers la vérification de la mise à disposition du public de la documentation appropriée ;
  - de l'adoption et mise en œuvre d'une stratégie nationale de lutte contre la corruption.
- le suivi de la réalisation des réformes sectorielles ciblées par ce programme notamment, en matière de santé, d'énergie, d'entretien routier et de modernisation de l'état civil et à travers des rapports d'avancement par le gouvernement ou d'autres évaluations faites par l'UE;

### **4.2.2 Appui complémentaire**

Ce programme prévoit un appui complémentaire à hauteur de 4 800 000 EUR consistant essentiellement en la mise à disposition d'un appui institutionnel pour :

- i. accompagner la mise en place d'un système de gestion des finances publiques renforcé en termes de programmation budgétaire et l'opérationnalisation de nouvelles procédures budgétaires et comptables;
- ii. renforcer l'analyse de la dette et la maîtrise des risques budgétaires dans un contexte d'accroissement de la dépense publique ;
- iii. améliorer la mobilisation des recettes, notamment la maîtrise des exonérations fiscales ;
- iv. renforcer les contrôles interne et externe de la gestion des finances publiques et la redevabilité budgétaire.

Les activités soutenues au titre de l'appui complémentaire poursuivront l'appui aux autorités guinéennes pour l'amélioration du système de gestion des finances publiques après l'adoption d'un nouveau cadre légal et réglementaire en 2013. En continuité et complémentarité avec l'appui fourni dans le cadre du Programme d'appui à la réforme des finances publiques (PARFIP) de l'assistance technique long terme sera mobilisée pour renforcer l'administration fiscale, les services en charge de la préparation budgétaire et en charge de la tutelle financière des Etablissements publics à caractère administratif (EPAs) et du Trésor et la comptabilité publique.

Une évaluation détaillant les bénéficiaires, la nature, le coût des avantages fiscaux et douaniers au courant de l'année 2017 et portant sur l'année 2018 sera financée, afin d'accompagner le projet de Loi de Finances 2019. Cela permettra d'évaluer l'effort fiscal consenti par les autorités à travers les exonérations accordées. Un inventaire des actifs financiers sera réalisé, afin de recenser et évaluer les biens et avoirs de l'Etat en vue de disposer d'un bilan qui permettra d'améliorer la gestion du Patrimoine de l'Etat.

### 4.3 Logique d'intervention

Cet appui s'inscrit dans l'engagement pris par l'Union européenne en 2015 dans l'accompagnement de la stratégie nationale de relance et riposte post-Ébola. Il poursuit le soutien à la Guinée dans sa phase de reconstruction post-Ebola, la consolidation de ses institutions, la sécurisation des ressources budgétaires permettant la mise en œuvre du programme national de développement Economique et Social, en particulier dans le domaine de la santé.

La logique d'intervention du programme repose sur le triptyque « Transfert financier direct - Dialogue politique - Appuis techniques ». En finançant directement le budget national, un signal est adressé aux autorités guinéennes, la société civile, les opérateurs économiques, à l'égard des efforts mis en œuvre pour la poursuite de la stabilité macroéconomique et des réformes en matière de gestion des finances publiques.

Le programme d'appui budgétaire vient conforter la dynamique de consolidation fiscale entamée dans le cadre du premier contrat de consolidation de l'Etat en Guinée, par l'accélération de la dynamique de réformes en matière de gestion des finances publiques.

Ce programme s'appuie sur un dialogue politique continu avec les autorités gouvernementales, en étroite concertation avec les partenaires techniques et financiers, notamment la BM, la BAD, l'AFD et le FMI, pour le suivi régulier des réformes engagées.

L'amélioration de la mobilisation des recettes constitue un enjeu prioritaire de dialogue, dans ses dimensions (i) d'appui à l'administration fiscale et douanière pour l'élargissement de l'assiette fiscale, la limitation des exonérations, (ii) d'appui au trésor public pour la mise en application des textes qui consacrent le principe de l'Unité du Compte du trésor, (iii) de sauvegarde et de sécurisation des biens de l'Etat par le recensement, l'évaluation et l'enregistrement de tous les avoirs de l'Etat.

A la suite du PACE I, les aspects relatifs au renforcement de la fonction budgétaire et comptable, ainsi que le respect des procédures de passation des marchés et des délais légaux et réglementaires de reddition des comptes feront l'objet d'un suivi étroit.

L'intervention proposée met également l'accent sur la poursuite des réformes dans le domaine de la santé, avec une attention particulière à l'amélioration de la dotation et l'exécution du budget de la santé, et le redéploiement des personnels de santé à l'intérieur du pays; le PACE II poursuivra le dialogue sur ces volets, ainsi que celui relatif à l'approvisionnement des soins, notamment de santé maternelle et infantile, sur l'étendue du territoire.

Le dialogue sur les politiques sera renforcé dans le domaine du transport routier, avec une attention particulière au renforcement de la gouvernance du secteur et des ressources financières permettant une meilleure exécution des programmes du Fonds d'entretien routier.

Dans le domaine de l'énergie, le cadre de gouvernance du secteur public de l'électricité et de l'eau et de financement des projets publics compatibles avec des perspectives macroéconomiques et fiscales réalistes fera l'objet d'un suivi étroit.

La logique d'intervention est également en synergie avec les réformes du gouvernement en matière de migration et d'Etat civil. L'intervention consistera à accompagner le gouvernement dans le processus de réforme et de modernisation du système d'état civil avec une approche multisectorielle et coordonnée, et viendra en complémentarité avec les actions en préparation dans le domaine de la migration dans le cadre du Fonds fiduciaire d'urgence.

Un appui technique sera fourni au travers l'appui complémentaire prévu sur ce programme, afin de permettre le renforcement des réformes au niveau de la gestion des finances publiques, en particulier en soutien à la réforme de l'Administration fiscale, au renforcement des directions du Trésor et de la Comptabilité publique, des instances chargées de la sauvegarde et sécurisation du patrimoine de l'Etat, ainsi que des Corps de contrôle pour le renforcement de la transparence et du contrôle budgétaire.

Des assistances techniques déployées par la Commission européenne dans le cadre d'autres projets financés au titre du 10ème et 11ème FED concourront à la poursuite des objectifs de ce programme.



## **5. Mise en œuvre**

### **5.1 Convention de financement**

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire, tel que prévu à l'article 17 de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP- UE.

### **5.2 Période indicative de mise en œuvre**

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4.2 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de **60 mois** à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision et les contrats et accords concernés ; les modifications apportées à la présente décision constituent des modifications non substantielles au sens de l'article 9, paragraphe 4 du règlement (UE) 2015/322.

### **5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire**

#### **5.3.1 Motivation des montants alloués à l'appui budgétaire**

Le montant alloué est de 55 000 000 EUR au titre de l'appui budgétaire et de 4 800 000 EUR au titre de l'appui complémentaire. Ce montant repose sur une appréciation des besoins financiers de la République de Guinée et l'estimation des coûts des mesures d'accompagnement envisagées sur la base de l'expérience du premier programme d'appui budgétaire et du Programme d'appui à la réforme des finances publiques (PARFIP).

#### **5.3.2 Critères de décaissement de l'appui budgétaire**

a) Les conditions générales de décaissement de toutes les tranches sont les suivantes :

- Progrès satisfaisants dans la mise en œuvre de la Politique nationale de développement économique et sociale (PNDES), maintien de la crédibilité et de la pertinence de cette politique ;
- Mise en œuvre d'une politique macroéconomique crédible axée sur la stabilité ;
- Progrès satisfaisants dans la mise en œuvre du Programme de réformes de la gestion des finances publiques (PREFIP) ;
- Progrès satisfaisants en ce qui concerne la mise à la disposition du public, en temps utile, d'informations budgétaires exhaustives et fiables.

b) Les conditions particulières de décaissement susceptibles d'être appliquées aux tranches variables sont les suivantes : 8 indicateurs sont retenus au titre des tranches variables 2018 et 2019. Ils porteront sur les 6 dimensions suivantes :

- Mobilisation des ressources internes, notamment par une meilleure maîtrise des exonérations fiscales et douanières et une meilleure gestion du patrimoine de l'état ;
- Contrôle et redevabilité budgétaire, notamment l'application du principe de l'unité de trésorerie et production du projet de loi de règlement sur l'exercice 2018 conforme aux nouvelles procédures budgétaires et comptables ;
- rétablissement du secteur de la santé, notamment renforcement de la dotation et exécution budgétaire du Ministère de la Santé, déconcentration du personnel de santé hors Conakry et provision de soins de santé maternelle à l'étendue du territoire ;
- création et opérationnalisation de l'Autorité de régulation du secteur public de l'électricité et de l'eau (ARSPEE) ;
- Augmentation des ressources de l'entretien routier et amélioration de la qualité du réseau routier ;
- La réforme et la modernisation de l'état civil.

Les cibles et indicateurs de performance retenus pour les décaissements seront applicables pendant toute la durée du programme. Cependant, dans des circonstances dûment justifiées, une demande de modification des cibles et indicateurs pourra être présentée par le ministre de l'Economie et de Finances, ordonnateur national du FED à la Commission. Les modifications convenues pourront être autorisées par un échange de lettres entre les deux parties.

En cas de dégradation sensible des valeurs fondamentales, les décaissements au titre de l'appui budgétaire peuvent être officiellement suspendus, temporairement suspendus, réduits ou annulés, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

### **5.3.3 Modalités de l'appui budgétaire**

L'appui budgétaire est fourni sous la forme d'appui budgétaire direct non ciblé au trésor public. L'opération de crédit des virements en euros décaissés en Francs guinéens sera exécutée aux taux de change applicables, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

## **5.4 Modalités de mise en œuvre pour l'appui complémentaire d'un appui budgétaire.**

Tant en gestion directe et indirecte, la Commission veillera à ce que soient respectées les règles et les procédures d'application de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, y compris les procédures de recours et, le cas échéant, que l'action soit conforme aux mesures restrictives de l'UE affectant les pays de mise en œuvre concernés.

### **5.4.1 Subvention : octroi direct au Fonds monétaire international (gestion directe)**

(a) Objectifs de la subvention, domaines d'intervention, priorités pour l'année et résultats escomptés :

L'objectif général de la subvention est de poursuivre l'appui aux autorités guinéennes pour l'amélioration du système de gestion des finances publiques après l'adoption dès 2012 d'un nouveau cadre légal et réglementaire.

Les objectifs spécifiques sont les suivants : accompagner la mise en œuvre du plan national de développement économique et social par la mise en place d'un système de gestion des finances publiques renforcé en termes de programmation budgétaire dans le moyen terme et de maîtrise des risques budgétaires dans un contexte d'accroissement de la dépense publique.

Une assistance technique long terme sera déployée pour renforcer les capacités institutionnelles auprès du Ministère de l'économie et des finances et du ministère du Budget et notamment les directions nationales du Trésor et de la comptabilité publique et du budget.

Les résultats escomptés incluent un cadre de gestion des finances publiques renforcée, notamment une meilleure gouvernance financière des établissements publics à caractère administratif, une meilleure élaboration et exécution budgétaire et une meilleure comptabilité et gestion de la trésorerie.

(b) Justification d'une subvention directe :

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions au Fonds monétaire international (FMI). Le FMI est mandaté par la communauté internationale pour veiller à la stabilité macro-économique. Il dispose dans ce domaine d'une expertise, d'une compétence technique et d'un degré élevé de spécialisation globalement reconnu.

La République de Guinée bénéficie déjà d'un appui institutionnel par le FMI financé par une subvention<sup>5</sup> en octroi direct au FMI dans le cadre du Programme d'appui aux réformes des finances publiques. Les actions à mettre en œuvre dans le cadre de ce projet sont en cohérence avec l'objectif général du présent appui budgétaire, assainir la gestion des finances publiques et poursuivre le renforcement des capacités de l'État.

Le présent projet propose la continuation et la consolidation des réformes entamées dans ce domaine sur financement européen depuis 2011. Le développement d'un projet successeur participera de la consolidation des acquis du partenariat en cours d'exécution et ouvrira la voie à des nouveaux champs nécessaires pour améliorer la gestion des finances publiques en Guinée.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à une procédure d'octroi sans appel à propositions se justifie par l'article 190 paragraphe 2, point f des règles

---

<sup>5</sup> « Cadre de gestion des finances publiques, exécution budgétaire, comptabilité et gestion de la trésorerie (2016-2018) » CRIS Ref.

d'application; pour des actions ayant des caractéristiques spécifiques qui requièrent un type particulier d'organisme en raison de sa compétence technique, de son degré élevé de spécialisation ou de son pouvoir administratif, à condition que les actions concernées ne relèvent pas d'un appel de proposition.

(c) Conditions d'éligibilité

NA

(d) Critères de sélection et d'attribution essentiels :

Les critères de sélection essentiels portent sur la capacité financière et opérationnelle du demandeur. Les critères d'attribution essentiels concernent la pertinence de l'action proposée au regard des objectifs de l'appel ; la conception, l'efficacité, la faisabilité, la viabilité et le rapport coût/efficacité de l'action

(e) Taux maximal de cofinancement :

Le taux maximal de cofinancement possible pour cette subvention est de 100%.

Conformément à l'article 192 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 37 du règlement (UE) 2015/323, lorsqu'un financement intégral est indispensable à la réalisation de l'action, le taux maximal de cofinancement possible peut atteindre 100%. Le caractère indispensable du financement intégral doit être justifié par l'ordonnateur compétent de la Commission dans la décision d'attribution, dans le respect des principes d'égalité de traitement et de bonne gestion financière.

(f) Trimestre indicatif pour la conclusion de la convention de subvention:

La convention devrait être signée au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2018

#### **5.4.2 Gestion indirecte avec une agence : Expertise France**

Une partie de la présente action sera mise en œuvre en gestion indirecte avec Expertise France conformément à l'article 58, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 FED applicable en vertu de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323.

Cette mise en œuvre implique un programme d'assistance technique et de transfert d'expertise couvrant trois axes d'interventions : i) mobilisation des ressources, ii) recensement des actifs financiers de l'Etat; iii) redevabilité et contrôle des finances publiques. Ce mode de mise en œuvre se justifie car Expertise France, en son département gouvernance économique et financière, possède une expertise avérée dans le domaine de la réforme financière et budgétaire (mobilisation des ressources, gestion et redevabilité publique). Expertise France a les capacités logistiques et de gestion adaptées à ce type de projet. Les domaines d'intervention prioritaires seront les suivants : d'une part, appui à la modernisation, réorganisation et renforcement de la Direction Nationale des Impôts, sécurisation des procédures fiscales, élargissement de l'assiette fiscale, et d'autre part, opérationnalisation des contrôles internes et externes de la gestion des finances publiques et renforcement du contrôle externe par la Cour des Comptes.

Ces résultats seront atteints à travers la mise en place : d'une assistance technique à long terme (de manière indicative, un expert sur toute la durée du programme) et à court-terme (à titre indicatif 1000 jours d'expertise pour les études spécifiques et formations), la réalisation de formations pour les cadres des services impliqués (direction nationale des impôts-DNI, inspection générale de l'Etat-IGE, inspection générale des finances-IGF et Cour des comptes-CdC), une éventuelle sous-traitance à des tiers pour la réalisation d'un inventaire des exonérations fiscales dérogatoires, d'un inventaire des actifs financiers de l'Etat. Un appel à propositions en faveur de la société civile pourrait être lancé, afin de favoriser une veille citoyenne sur la gouvernance de la gestion des finances publiques.

Le choix des activités sera informé par un PEFA prévu en 2018 sous financement européen (PARFIP) et un Tax Administration Diagnostic Assessment Tool (TADAD) envisagé par Expertise France dans le cadre de ce programme au cours de la l'année 2019.

Le choix de ce mode de mise en œuvre et de cet opérateur se justifie car cette composante s'inscrit dans une logique de continuation et complémentarité avec les programmes d'appui à la réforme de l'administration fiscale (PARAF) et de renforcement des corps de contrôle (RECOR) exécuté par Expertise France dans le cadre du PARFIP.

La convention de Délégation devrait être signée au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2018 pour permettre un démarrage de l'action au cours du 2<sup>e</sup> trimestre 2018.

#### **5.5 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions**

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation des marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique conformément à l'article 22, paragraphe 1, point b), de l'annexe IV de l'Accord de Partenariat ACP-UE en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et services sur les marchés concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

## 5.6 Budget indicatif

	Contribution de l'UE (montant en EUR)	Contribution indicative de tiers
<b>5.3. – Appui budgétaire - Contrat d'appui à la consolidation de l'État</b>	<b>55 000 000</b>	0
<b>5.4. – Appui complémentaire</b>	<b>4 800 000</b>	0
5.4.1. Subvention octroi direct au FMI	2 200 000	0
5.4.2. Gestion indirecte avec Expertise France	2 600 000	0
<b>5.9 – Évaluation, 5.10 – Audit</b>	<b>120 000</b>	0
<b>5.11. Communication et visibilité</b>	<b>30 000</b>	0
<b>Provisions pour imprévus</b>	<b>50 000</b>	0
<b>Totaux</b>	<b>60 000 000</b>	<b>0</b>

## 5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Par construction, les appuis budgétaires s'insèrent dans les dispositifs mis en place par les autorités nationales, de concert avec les pays partenaires au développement. S'agissant des réformes des finances publiques, du suivi du budget et des relations avec les partenaires concernés, notamment sur les questions d'appui budgétaire, la Guinée a établi en 2014 un cadre de dialogue et suivi et une Cellule technique de suivi des programmes (CTSP) au sein du ministère de l'économie et des finances.

Dans le cadre de la vérification de l'atteinte des conditions générales d'éligibilité et des valeurs cibles des indicateurs, des missions d'évaluation conjointe, composées par la CTSP, des services de la cellule de gestion du FED (CGFED), de la délégation de l'Union européenne, de représentants du ministère de l'économie et des finances, du ministère du budget et des ministères sectoriels impliqués, seront chargées du suivi des résultats et de procéder aux entretiens avec les structures/départements ministériels et aux vérifications des pièces justificatives. Ces missions d'évaluation conjointes présenteront au comité de pilotage un rapport sur l'atteinte des conditions générales d'éligibilité et des valeurs cibles des indicateurs en faisant apparaître les résultats et les dynamiques en cours au sein des structures ciblées.

De manière indicative, le comité de pilotage est composé des représentants des institutions suivantes:

- Ministère de l'économie et des finances, notamment des Directions nationales du trésor et de la comptabilité publique, du patrimoine de l'Etat et des investissements privés, de la dette et de l'aide publique au développement; du Contrôle financier et de la CGFED;
- Ministère du budget, notamment des directions nationales du budget, des Impôts, et la Direction générale des douanes;
- Ministère du plan et de la coopération internationale, notamment de la structure en charge du suivi du PNDES, la Direction nationale des investissements publics (MPCI) et l'Institut national des statistiques (INS);
- Banque centrale de la République de Guinée (BCRG);
- Ministère de la santé, notamment du Bureau de stratégie et développement, et des directions des affaires financières, des ressources humaines et de la planification familiale;
- Ministère de l'énergie et de l'hydraulique;
- Ministère des travaux publics, notamment du Fonds d'entretien routier;
- Primature, notamment pour le suivi de la stratégie de réforme et modernisation de l'Etat civil;
- Ministère de l'Administration du territoire et de la décentralisation;
- Cour des comptes ;
- Fonds monétaire international;

- Expertise France;
- Délégation de l'UE.

Le secrétariat du comité de pilotage est assuré par la CTSP, qui assurera le suivi des décisions et des recommandations du comité de pilotage, dont les membres recevront, avant chaque réunion, les rapports relatifs à l'atteinte des conditions générales d'éligibilité et des valeurs cibles des indicateurs.

Ce comité se réunit au moins deux fois par an ou en séance extraordinaire si nécessaire sur initiative de l'ON et/ou du chef de délégation ou son représentant. Il est responsable de la supervision et validation de l'orientation générale et de la ligne d'action de l'ensemble du programme, y inclus les mesures d'appui complémentaires.

Le maître d'œuvre du volet d'appui complémentaire est le ministère du Budget. Le pouvoir adjudicateur du projet est le ministère de l'économie et des finances, l'ordonnateur national en Guinée.

## **5.8 Suivi des résultats et rapports**

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire de mise en œuvre. A cette fin, le partenaire de mise en œuvre doit établir le système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (réalisations et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la liste d'indicateurs de résultats (pour l'appui budgétaire). Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

## **5.9 Évaluation**

Eu égard à l'importance et à la nature de l'action, il sera procédé à des évaluations à mi-parcours et finale de la présente action ou ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants. Elles seront réalisées pour résoudre des problèmes ou à des fins d'apprentissage, en particulier en prévision d'un contrat de réforme sectorielle suite à la revue à mi-parcours du PIN dans le cas où cette intervention est approuvée. Il sera par ailleurs procédé à une évaluation à mi-parcours de la composante "Appui complémentaire", ainsi qu'à une évaluation de la manière dont l'appui budgétaire a contribué à améliorer la mobilisation des ressources nationales, tel que recommandé par la Cour des comptes européenne dans son rapport du 28 février 2017.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. La Commission analysera les conclusions et les recommandations des évaluations et décidera d'un commun accord, le cas échéant avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

A titre indicatif, il sera conclu un marché de services d'évaluation au titre d'un contrat cadre au premier semestre 2019.

## **5.10 Audit**

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

À titre indicatif, il sera conclu un marché de services d'audit au titre d'un contrat-cadre au dernier trimestre 2020

#### **5.11 Communication et visibilité**

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine et financées sur le budget indiqué à la section 5.6 ci-dessus.

En ce qui concerne les obligations légales en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités en charge. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base du manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'Union européenne.

Pour le volet 'appui complémentaire', les activités de communication et visibilité seront intégrées dans la subvention avec le FMI et la coopération déléguée avec Expertise France qui prendront les mesures nécessaires pour assurer la visibilité de la contribution de l'UE.

A titre indicatif un marché de services au titre d'un contrat cadre sera conclu au dernier trimestre 2020 pour appuyer une communication stratégique axées sur les résultats obtenus par l'ensemble de ce programme.